



lundi 22 juin 2009

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Communiqué de Presse

## **Pauvreté et exclusion sociale : des citoyens de Pointe Saint-Charles manifestent à Québec**

Alors que débutait à Québec le *Rendez-vous national de la solidarité 2009*, une consultation initiée par le gouvernement Charest pour l'adoption du deuxième plan d'action national en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, plus de trente citoyens de Pointe Saint-Charles ont répondu à l'appel du *Regroupement Information Logement* (RIL), qui appuyait une manifestation organisée par le *Front d'action populaire en réaménagement urbain* (FRAPRU), le 15 juin 2009 dernier.

### Des mesures concrètes pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Se joignant à plus de 300 personnes de partout dans la province, devant le centre de Congrès de Québec, les citoyens de Pointe Saint-Charles ont exigé que le gouvernement prenne ses responsabilités et reconnaisse les droits à un niveau de vie décent, au logement et à l'alimentation. Selon Amélie Richard, organisatrice communautaire au RIL : « Il faut des mesures concrètes pour lutter contre la pauvreté. Le développement de logements sociaux et communautaires et le rehaussement de l'aide sociale font partie de ces mesures trop souvent mises de côté par le gouvernement ».

Alors que les écarts de revenus entre riches et pauvres se sont comme jamais accentués au Québec, il est du ressort du gouvernement d'engager les actions nécessaires pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, et d'appuyer les initiatives locales visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et citoyennes dans cette situation, plutôt que de déléguer cette mission à des fondations privées, qui bien souvent dédoublent des services déjà en place.

### Une réelle consultation ?

Devant l'absence de réponses rassurantes, plusieurs mouvements nationaux se sont retirés du *Rendez-vous national de la solidarité 2009*, ayant exigé au préalable que ces consultations ne soient pas une couverture visant à entériner des orientations déjà prises par le gouvernement. Ainsi, le FRAPRU, l'*Association pour une solidarité syndicale étudiante* (ASSÉ), le *Front commun des personnes assistées sociales du Québec*, la *Ligue des droits et libertés*, le *Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec* (MÉPACQ), l'*R des centres de femmes* et le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec* (RCLALQ) ont affirmé que ces consultations se tiennent pour rien et que les dés étaient déjà pipés en ce qui à trait à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

-30-

Pour plus d'information : Amélie Richard, 514-932-7742, poste 226